**836 « Nul besoin de renverser l’État de droit ni de piétiner la laïcité pour lutter contre l’islamisme »**

Dans une tribune au « Monde », l’essayiste Hakim El Karoui constate qu’une ligne dure s’impose peu à peu sur l’islamisme dans le pays, qui, paradoxalement, remet en cause la laïcité. Selon lui, l’urgence est de réussir à structurer et à financer une organisation nationale de l’islam. 28-05-2025 à 14h00

Le rapport sur l’« entrisme » des Frères musulmans a créé une situation paradoxale : le gouvernement crie au loup alors que le rapport documente avec des éléments factuels la perte d’influence des Frères musulmans en France. L’islamisme est-il pour autant en déclin ? Non, mais ses promoteurs ont changé.

Depuis 2017, l’action du gouvernement contre l’islamisme s’est concentrée sur le volet sécuritaire, avec la loi sur la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme et le renforcement de la plateforme Pharos, qui centralise les signalements de contenus illicites en ligne, et notamment ceux qui font l’apologie du terrorisme. La loi de 2021 a élargi le dispositif à la lutte contre le « séparatisme », en encadrant associations, cultes et financements. Mais, alors que la situation sur le terrain et sur les réseaux n’évolue pas, il faut reconnaître que **le seul domaine où la réponse sécuritaire est efficace, c’est… celui de la sécurité**. Les attentats ont baissé, grâce à l’efficacité renforcée des services de renseignement.

**Alors que faire ?** Avec l’arrivée de Bruno Retailleau au ministère de l’intérieur, avec la poussée du Rassemblement national, la ligne dure s’impose peu à peu. L’État de droit est présenté comme une entrave qui bride l’action puisqu’il s’agit d’effacer de l’espace public les manifestations de religiosité musulmane (le voile, les prières), de corriger les prêches dans les mosquées, de contrôler « l’entrisme » islamiste – sans d’ailleurs jamais le définir – et d’expulser autant que l’on peut. Ce qui pose effectivement quelques problèmes de libertés publiques, surtout quand on prend pour exemple les pays arabes !

**Déconcentrer la population**

Dès lors, la laïcité, c’est-à-dire la neutralité de l’État et de ses agents, n’est plus considérée comme la solution et commence même à être un problème : on entend des appels en faveur d’un concordat entre l’État français et l’islam de France [Edouard Philippe, durant son entretien de rentrée politique à France Inter, le 13 septembre 2023], et un ministre de l’intérieur chargé des cultes [Bruno Retailleau, le 27 mars] peut s’écrier durant une réunion publique « A bas le voile ! ».

Il faut s’engager sur d’autres voies, qui reposent, elles, sur l’État de droit et la laïcité. En commençant par s’interroger sur le succès de l’islamisme, notamment auprès des jeunes, et comprendre, ce qui est très bien documenté par la recherche, qu’**il s’agit d’abord et avant tout d’un problème d’identité pour de jeunes Français ayant des origines étrangères, qui se retrouvent dans un no man’s land identitaire : plus vraiment de la culture des parents, pas encore complètement français**. Les prédicateurs islamistes s’engouffrent dans cet espace et savent comme personne répondre aux questions de ce public, ignorant de l’islam (c’est « la religion sans la culture » dont parle le politologue Olivier Roy) mais demandeur de règles de vie religieuse – comme les catéchumènes catholiques ou les évangéliques, d’ailleurs. Le coaching personnel à référence islamique, inspiré des évangéliques américains et des imams saoudiens, est très efficace.

Autre point fondamental : les phénomènes de concentration de populations immigrées de culture musulmane dans certains territoires, le plus souvent métropolitains. Ils permettent aux activistes d’imposer des normes de comportement dans les espaces publics au nom de l’ethos du « bon musulman ». Lutter contre cette concentration est indispensable pour réussir l’intégration de tous. C’est le rôle de l’État : répartir la population, avec la politique du logement et la carte scolaire.

Mais il peut aussi aider les bonnes volontés, tout en restant laïque et neutre. Des efforts ont été entrepris entre 2017 et 2020 pour organiser et financer l’islam. Puis tout s’est arrêté. Il faut les reprendre. Et d’abord institutionnaliser : une organisation nationale est nécessaire pour parler aux pouvoirs publics et pour mener les actions nécessaires contre l’islamisme et les actes antimusulmans. Les gouvernements précédents ont fait l’effort de porter sur les fronts baptismaux le Forum de l’islam de France (Forif) : il faut maintenant le laisser prendre son envol, créer une association, désigner un bureau, tout en coupant les liens de sujétion avec le ministère de l’intérieur qui le décrédibilisent aux yeux des rares fidèles qui le connaissent.

Deuxième action essentielle : le financement. Restons laïques : pas besoin d’argent public. Il existe déjà en France une grande quantité d’argent liée au culte musulman. Et il ne vient pas de l’étranger mais des dons des fidèles : je l’estime à 200 millions ou 300 millions d’euros. Mais pas un euro ne remonte à une structure nationale puisqu’elle n’existe pas. L’économie du halal et l’organisation du pèlerinage représentent deux autres possibles sources financières. Les musulmans français doivent créer d’urgence un pavillon français ou européen pour le pèlerinage de La Mecque, le faire financer par les fidèles et prélever une redevance pour financer le Forif. Au passage, l’État pourrait utiliser sa férule pour demander aux acteurs du halal de faire la transparence sur leurs produits au nom de la protection du consommateur, et le Forif pourrait ensuite prélever une redevance.

**La bataille des réseaux sociaux**

Grâce à la confiance créée, il sera en mesure de faire des appels à projets pour récolter de l’argent auprès des fidèles et mener le travail de sensibilisation nécessaire : financer la recherche théologique, former les responsables religieux dans le cadre de notre modernité, offrir des compléments de rémunération aux imams pour professionnaliser leur pratique, lutter contre les actes antimusulmans et, surtout, mener la bataille des réseaux sociaux.

C’est là où se joue l’essentiel car ce sont sur les réseaux que les influenceurs diffusent leurs normes de comportement. Comment y arriver ? Pas par une action venue d’en haut, officielle et institutionnelle. Mais par l’encouragement à la prise de parole de jeunes (et de moins jeunes), capables d’offrir des réponses tolérantes et ouvertes aux questions religieuses que posent d’autres jeunes.

Enfin, l’État serait bien inspiré de renforcer l’offre scolaire qui est déficiente dans les quartiers populaires (ne touchons pas au dédoublement des classes en REP [réseaux d’éducation prioritaire] !), de permettre à l’action sociale de s’y déployer à nouveau (le succès des Frères musulmans s’est toujours fait à travers la leur) et, mesure révolutionnaire, d’ouvrir des commissariats pour assurer aux habitants la sécurité auxquelles ils ont droit. Cela permettra de balayer le discours sur le « deux poids deux mesures » qui est un terreau très fertile pour les islamistes.

Bref, chacun sa place : nul besoin de renverser l’État de droit ni de piétiner la laïcité. À l’État de faire son travail, aux musulmans de prendre leurs responsabilités et de mener la bataille idéologique et théologique contre l’islamisme. C’est un pacte de confiance qu’il faut sceller.

Hakim El Karoui est consultant et essayiste. Il est l’auteur de L’Islam, une religion française (Gallimard, 2018) et a dernièrement cosigné *Marine Le Pen présidente. Dystopie politique*, 2026-2029 (Les Petits Matins, 262 pages, 20 euros).